

NOTE POLITIQUE

Une monnaie citoyenne pour soutenir l'économie bretonne sur la voie du développement durable

Si la récente période de confinement nous a largement conduit à interroger notre modèle de consommation et à réaliser la nécessité de favoriser des circuits d'échanges plus territorialisés, les répercussions économiques de cette crise risquent d'être profondes et durables. Dans cette perspective, des réponses politiques innovantes et volontaristes s'imposent. C'est ainsi que l'idée de s'appuyer sur des monnaies locales complémentaires (MLC) pour relancer l'économie a fait son retour dans le débat public. Toutefois le succès encore très relatif des solutions existantes appelle un examen critique des limites et des faiblesses de leur modèle. Dans cette note, nous proposons le lancement d'une nouvelle monnaie citoyenne à l'échelle de la Bretagne. Elle pourrait contribuer à court terme à la relance économique et à moyen et plus long terme aux politiques de transformation tant attendues pour répondre aux objectifs de développement durable définis à l'agenda 2030.



Les monnaies complémentaires, un instrument ancien, souvent présent en situation de crise économique

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire monétaire, on retrouve des monnaies complémentaires utilisées en parallèle des monnaies officielles. D'usage limité à une activité ou un service en particulier, à un territoire restreint, ou encore à une période spécifique, elles ont toujours été utilisées pour faciliter l'activité et les échanges économiques. Les timbres, les tickets restaurant, ou encore les points de fidélité délivrés par une enseigne, peuvent par exemple être considérés comme des monnaies complémentaires.

Toutefois, c'est au lendemain de la crise de 1929, qu'à vu le jour en Suisse l'expérience de monnaie complémentaire la plus durable, puisqu'encore en circulation aujourd'hui : le WIR. Face à la réduction soudaine des lignes de crédit bancaire, de nombreuses entreprises, dans l'impossibilité de passer commande à leurs fournisseurs, se voyaient contraintes de réduire, voire d'arrêter leur activité. Plusieurs d'entre elles ont

alors décidé de s'entendre sur de nouvelles modalités d'échange et de reconnaissance de dette. Cette nouvelle monnaie connaît depuis un succès fluctuant, directement lié à l'état de santé de l'économie et des circuits bancaires traditionnels. Dans une étude sur le sujet¹, l'économiste américain James Stodder a d'ailleurs souligné le caractère déterminant de ce système monétaire parallèle dans la stabilité et la résilience de l'économie suisse depuis 90 ans.

En 1998, c'est dans une favela de Fortaleza au nord-est du Brésil qu'une initiative d'un genre nouveau a vu le jour avec le lancement de la Banco Palmas, organisme bancaire lancé par des habitants, notamment engagé dans le micro-crédit. Faisant le constat amer que les rares arrivées d'argent dans ce quartier fortement paupérisé ne favorisaient en rien son développement, l'argent en question étant en général immédiatement dépensé au centre-ville, ils décidèrent de créer une monnaie complémentaire favorisant les échanges économiques au sein de la favela. Les résultats de cette initiative ont été rapides et spectaculaires² : en 10 ans, la part des achats effectués par les habitants sur le quartier est passée de

20% à 90 %, entraînant la création de 1 900 emplois et plus largement une dynamique de développement social bénéficiant à l'ensemble du territoire et de ses habitants.

En France, c'est surtout après la crise financière de 2008 que des monnaies complémentaires ont pu essaimer un peu partout au plan local, en s'inscrivant dans le mouvement de l'économie sociale et solidaire (ESS).

En Bretagne, c'est tout d'abord l'Heol qui a vu le jour dans le Pays de Brest fin 2011 à l'initiative de l'ADESS Pays de Brest (Association de développement de l'économie sociale et solidaire), rapidement suivie en 2012 de la Sardine à Douarnenez, puis en 2013 du Galleco en Ille-et-Vilaine, davantage porté par le Conseil Départemental. Si d'autres initiatives ont vu le jour depuis ou sont en préparation dans le reste de la Bretagne, il convient de noter l'initiative nantaise de la SoNantes, lancée en 2015 avec le soutien du Crédit Municipal, se distinguant par le choix d'emblée d'un fonctionnement 100% numérique, mais portant aussi dès l'origine l'ambition d'être d'abord un instrument au service des entreprises. En juin 2020, elle a fusionné avec le Retz'! pour devenir Moneko dont l'ambition vise désormais l'échelle départementale. Cette initiative renoue d'ailleurs avec une tradition de monnaies complémentaires locales nantaises, dites alors monnaies de nécessité. A cet égard, le musée Dobrée³ retrace cette histoire en proposant une importante collection numismatique, rappelant également que Nantes frappait autrefois la monnaie ducale bretonne. Enfin, il est à noter qu'en mai 2018, les représentants de cinq monnaies locales des cinq départements bretons ont signé un manifeste⁴ soulignant leurs valeurs communes et leur vision des transformations à engager pour assurer des transitions vers un mode de vie durable, respectueux de la nature et de l'environnement.

Une situation de crise inédite qui ouvre de nouvelles perspectives au développement des monnaies locales complémentaires

La crise post Covid-19 que nous traversons questionne de manière inédite notre rapport à l'environnement, à la pérennité de notre modèle industriel ainsi qu'à l'impact de nos déplacements sur le climat. Avec le confinement généralisé, les modèles logistiques et de distribution qui avaient cours jusqu'alors ont été bouleversés. S'est alors imposée la nécessité de diversifier nos circuits d'approvisionnement, en particulier alimentaires, pour tendre vers un modèle plus résilient. En ce sens, l'agriculture a du s'appuyer davantage sur les ressources locales, notamment pour l'emploi saisonnier.

Pour l'ensemble de ces raisons, le développement de circuits courts, en particulier dans le domaine de l'alimentation, est devenu un enjeu largement partagé, ouvrant aux monnaies locales complémentaires un intérêt nouveau. Ainsi, Laurence Fort-Rioche et Ronan

de Kervenoael, professeurs de marketing et chercheurs au Research Lab du centre d'Excellence Agri-Business à la Rennes School of Business, observaient dans une note que « *Les temps tourmentés que nous traversons ouvrent donc une fenêtre pour réintégrer pleinement les circuits de nos économies locales et redevenir partie prenante de nos choix de consommation. Parallèlement, les monnaies locales complémentaires citoyennes, dont certaines peinent à se faire connaître, ont aussi une carte à jouer si elles veulent s'affirmer plus encore comme catalyseurs de l'économie locale dans un contexte qui semble leur être actuellement favorable.* »⁵.

Dans l'air du temps, des think-tanks progressistes sont également intervenus sur le sujet. En juin, Terra Nova publiait une note intitulée « *Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales* »⁶ quand en parallèle le récent Osons le Progrès publiait de son côté une nouvelle contribution intitulée « *Les monnaies locales : un levier de relance de nos territoires* »⁷

Des monnaies qui n'ont cependant pour la plupart aucun impact significatif sur la dynamique des économies locales

Si toutes ces initiatives de monnaies locales contribuent positivement à la prise de conscience des enjeux relatifs à la transformation de nos modèles de développement dans les territoires, dans les faits leur impact sur l'économie réelle reste encore pour l'essentiel très limité. Certaines monnaies complémentaires ont été très récemment lancées. Il serait donc présomptueux d'en tirer des conclusions péremptoires. Néanmoins, une dizaine d'années d'expérimentation impliquant plus de 80 monnaies locales dans toute la France, amènent à la conclusion que sans un important soutien financier des collectivités, ces initiatives se retrouvent rapidement dans une impasse. Il s'avère aussi que le soutien public n'est pas l'unique facteur de succès puisque nombre de ces monnaies n'arrivent pas à s'imposer auprès d'un large public. Ainsi, la pratique du Galleco n'a jamais réellement décollée en dépit d'un financement conséquent du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine. Cette initiative s'est retrouvée en difficulté financière lorsque les subventions octroyées ont été arrêtées suite à la perte de compétence en matière de développement économique du département⁸ au profit de la Région devenant chef de file.

La note de Terra Nova pointe bien les faiblesses de ces monnaies dans la mesure où leur diffusion s'effectue encore essentiellement au format papier. Il y a pourtant dans ce secteur un large mouvement favorable à une transition vers un modèle numérique. Ainsi, la numérisation des échanges favoriserait une adoption beaucoup plus large et sans couture par les citoyens, habitués aux paiements sans contact par smartphones. Elle permettrait surtout de favoriser les

échanges inter-entreprises, qui peuvent aujourd'hui difficilement fonctionner autrement.

Au demeurant, le développement d'une solution numérique ne suffit pas. De ce point de vue, l'expérience SoNantes fut un échec⁹ malgré l'apport de 2 millions d'euros par le Crédit Municipal au capital de la filiale dédiée Sonao. Sur un objectif de 9000 particuliers et 3000 entreprises au bout de trois ans, seuls 1 500 particuliers et 180 professionnels avaient alors adopté cette monnaie. Le Crédit Municipal s'est largement retiré du projet depuis, ne sauvegardant que 850000 euros sur le capital investi. Il reste uniquement mobilisé pour valoriser la solution informatique développée et qui a notamment été vendue à Montréal.

De son côté, la note d'Osons le Progrès interroge plus précisément la question de l'échelle territoriale en préconisant de passer à l'échelle régionale pour deux raisons. La première relève du souci de cohérence avec la compétence en matière de développement économique portée par la Région. En effet, le concours financier leur apparaît indispensable à la réussite de tout projet de monnaie complémentaire. Les réussites à l'étranger tant pour les monnaies inter-entreprises (WIR, Suisse ou SARDEX, Sardaigne) que régionales (Chiemgauer, Bavière) le confirment.

Il y est aussi très justement souligné que « *les régions sont organisées autour d'un ou de plusieurs bassins d'activités, souvent en lien avec les métropoles de ces territoires. Ainsi, la mise en place de monnaies locales au sein de ces bassins facilitera les échanges entre les acteurs présents et permettra à la fois une relance plus rapide de l'économie régionale et une stimulation des relations entre ces acteurs, premier maillon de la relocalisation d'une partie de l'économie* ». En revanche, si cette analyse est plutôt pertinente à l'échelle des relations inter-entreprises, elle ne l'est pas obligatoirement dans le cas des monnaies citoyennes complémentaires dont le succès peut ne pas dépasser celui de monnaies plus locales.

A cet égard, la monnaie qui fait figure d'exception de par son plus grand succès n'est pas régionale mais encore locale, puisqu'il s'agit de l'Eusko, monnaie lancée dans la partie française du Pays Basque et qui couvre un bassin de vie de seulement 300000 habitants. Avec plus de 3200 utilisateurs aujourd'hui, c'est d'ailleurs la monnaie complémentaire la plus déployée en France et même en Europe. Dans sa note, Terra Nova refuse d'y voir la « *preuve d'un communautarisme basque* », préférant souligner que cette « *dynamique est à imputer d'abord à l'ampleur et à la densité du tissu associatif, où l'on trouve notamment Alternatiba* ». Pourtant, lorsque ses utilisateurs s'expriment sur leur motivation, l'attachement singulier à leur territoire s'avère le facteur déterminant de son succès. Ce refus particulièrement français de voir l'importance de l'identité dans la construction des solidarités ne se retrouve pas forcément à l'extérieur, et notamment en Suisse où ce succès basque amène à conclure logiquement qu'un « *soutien des collectivités, le passage à un modèle professionnel, un réseau important de fournisseurs*

locaux et une pointe d'esprit identitaire semblent constituer les ingrédients du succès d'une MLC »¹⁰. A ce titre, si l'Eusko envisage de passer à l'échelle régionale, son directeur Dante Edme-Sanjurjo, précise sans réserve qu'il s'agirait alors de regarder de l'autre côté des Pyrénées, vers le Pays Basque Sud, et non vers la Nouvelle Aquitaine.

Enfin, Cédric Tille, professeur d'économie à Genève réagit assez justement à l'enthousiasme des partisans de nouvelles monnaies locales en n'y voyant pas obligatoirement la perspective de profonds changements¹¹. Et pour cause, selon lui « *les monnaies locales seront utilisées par les gens qui vont de toute façon acheter des produits de la région* ». De même pour lui, si les fonds échangés seront investis dans des projets différents, rien n'empêche ces mêmes utilisateurs de déjà faire des dépôts dans ces banques, et sans nécessiter de monnaies locales. « *Si ces monnaies pouvaient conduire des gens peu portés sur l'économie locale à changer de comportement, nous serions alors dans un mécanisme différent. Mais je ne vois pas en quoi elles amèneraient ce changement, ou du moins comment elles l'amèneraient plus que ne le ferait une campagne d'information* ».

Une situation d'urgence qui impose d'imaginer un nouveau modèle

Si l'enthousiasme que peuvent susciter les monnaies locales actuelles doit donc être modéré quant à leur capacité à répondre réellement à l'enjeu d'une relance économique rapide, voire à servir plus largement les enjeux de transformation définis à l'agenda 2030, il convient néanmoins de s'interroger sur le modèle de monnaie complémentaire qui pourrait éventuellement y répondre.

En considérant la nécessité d'un attachement territorial fort comme facteur de succès potentiel, la pertinence de l'échelle de la Bretagne pour le lancement d'une monnaie complémentaire régionale apparaît assez évidente, surtout comprenant les 5 départements, en cohérence avec le manifeste adopté par les acteurs actuels des monnaies complémentaires bretonnes. A cet égard, les résultats du sondage TMO Régions que nous avons commandités en partenariat avec Dibab – Décidez la Bretagne confirme que l'attachement à l'identité bretonne concerne toujours une très forte majorité des habitants des cinq départements¹²

Toutefois, l'attachement territorial ne peut suffire pour que l'utilisation d'une telle monnaie dépasse largement le cadre militant habituel. Il convient également de s'interroger sur la pertinence des engagements sociaux et environnementaux exigés des entreprises susceptibles de rejoindre le mouvement des monnaies complémentaires, qui contribuent de fait à maintenir leur circulation dans un cercle militant assez restreint. Bien qu'il puisse sembler préférable dans la poursuite d'objectifs de transformation écologique, de chercher à orienter les achats vers les commerçants engagés dans une démarche plus éco-responsable, l'impact sera nettement plus fort si l'essentiel des actes de consommation, y compris au sein de la grande

distribution, peuvent intégrer ce nouveau modèle. En effet, c'est le volume des transactions effectuées qui favorisera la relocalisation du plus grand nombre d'activités économiques. L'autre caractéristique souvent fondamentale des monnaies complémentaires est que le fonds de garantie constitué en euros à hauteur des fonds mis en circulation, est placé sur des titres d'épargne éthiques, favorisant le développement du territoire ciblé. En permettant la circulation large d'une nouvelle monnaie citoyenne bretonne, le fonds de garantie constitué en parallèle n'en sera que plus important, ce qui permettra d'investir massivement dans la transformation écologique et notamment énergétique de notre territoire.

Plutôt donc qu'un système pensé contre la grande distribution, il faut se donner pour objectif de l'intégrer, pour que dans ses pratiques elle renforce sa mobilisation du tissu économique régional et qu'elle réduise ses délais de règlement des fournisseurs.

Autre symbole fort et structurant de notre économie : les festivals. Alors qu'ils rythment habituellement la saison estivale bretonne et parfois au delà, et apportent des retombées sur tout le territoire, en servant d'appui à l'organisation de séjours souvent plus long, leur mise à l'arrêt cet été va avoir des conséquences très lourdes. Les plus importants ont d'ailleurs commencé à expérimenter des monnaies complémentaires temporaires, associées à des moyens de paiement originaux, comme les bracelets de paiement sans contact. Ainsi, la création d'une monnaie citoyenne bretonne qui serait adoptée par tous ces festivals et qui entrainerait l'ouverture par chaque festivalier d'un compte dédié serait un formidable levier de diffusion d'une telle monnaie, faisant de la saison estivale 2021 un acte fort de relance économique régionale.

Toutefois, pour que cette monnaie circule et qu'elle soit massivement adoptée, il faut que ce modèle soit plus incitatif que ceux existant. S'il est préférable d'opter pour une convertibilité avec l'euro dans les deux sens, l'incitation à l'adopter et à l'utiliser peut venir d'une bonification, disparaissant en cas de retour à l'euro. Dans sa note, Osons le progrès préconise 5% pris en charge directement par la Région. Nous estimons que ce montant doit être plus important, au minimum de 10%. Ainsi, chaque utilisateur décidant par exemple de convertir 100 euros dans cette nouvelle monnaie, bénéficiera alors de 110 « équivalents euros », renforçant ainsi substantiellement son pouvoir d'achat. Pour inciter ensuite à utiliser rapidement cette monnaie et en faire un instrument efficace contre la thésaurisation, il faut en outre qu'elle soit fondante, c'est-à-dire qu'elle perde de la valeur si on ne l'utilise pas. À ce titre, il faut envisager une fonte bien plus rapide que celles, souvent trop symboliques, pratiquées par les différentes monnaies locales en circulation. Un taux de fonte hebdomadaire de 1%, facile à mettre en place avec un modèle électronique, laisserait près de trois mois pour profiter d'une bonification initiale de 10%, délai plus que suffisant pour effectuer l'ensemble des dépenses de

consommation courante susceptibles d'être assurées par le biais de cette nouvelle monnaie.

Pour aller encore plus loin et qu'une telle monnaie soit utilisée non pas seulement par 10, 20 ou 30% de la population, mais bien 100%, la création d'une pure banque de dépôt pourrait être envisagée, à l'image des comptes RUT ouverts par la Banco del Estado chilienne, du nom de la numérotation des cartes d'identité. En la dédiant à cette monnaie, chaque citoyen résident en Bretagne pourrait se voir automatiquement ouvrir un compte. Plus utopique, ce moyen pourrait servir à verser un éventuel revenu universel régional dans cette monnaie. D'ailleurs, si les collectivités sont aujourd'hui limitées dans leurs possibilités d'usage de telles monnaies, une proposition de loi actuellement en discussion vise justement à lever cet obstacle.¹³

S'agissant des entreprises et plus largement des personnes morales, un système différent pourrait être envisagé, intégrant la dimension de crédit inter-entreprises qui a fait le succès du WIR ou du SARDEX et que poursuivait la SoNantes au départ. Il serait utile à ce titre de tirer avec le Crédit Municipal de Nantes les leçons de cet échec, et ainsi de repenser un système susceptible de fonctionner à une échelle élargie. Enfin, il serait utile d'analyser dans quelle mesure la solution logicielle qu'ils ont développée pourrait être l'outil informatique idéal pour généraliser cette monnaie à l'échelle régionale.

Une organisation à inventer, s'appuyant idéalement sur l'Assemblée de Bretagne

Dans tous les cas, il convient d'inventer un modèle d'organisation et de gouvernance qui puisse reposer sur trois piliers : les collectivités publiques, les citoyens et enfin les entreprises et acteurs associatifs.

Osons le Progrès, qui a souligné l'importance d'une implication des collectivités, en particulier régionales, pour porter les monnaies complémentaires, insiste sur le modèle de la SCIC, Société Coopérative d'Intérêt Collectif, né de la loi du la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, qui a d'ores-et-déjà donné un cadre législatif de référence à ces monnaies. Ce qui semble déjà clair au regard des compétences régionales en matière de développement économique, c'est que le découpage régional actuel est incohérent par rapport aux enjeux d'économie sociale et solidaire tels qu'ils apparaissent aux citoyens bretons, ainsi qu'aux acteurs engagés dans la transformation de nos territoires. Face aux enjeux auxquels la Bretagne doit faire face, il serait judicieux de repenser en profondeur le modèle d'organisation d'un tel système monétaire afin qu'il soit le plus efficient, et ainsi servir au paiement de services publics, au versement de subventions, voire de salaires ou de compléments de salaire, ou encore au paiement de ses impôts. Cette refonte induirait un nécessaire transfert de compétence en la matière.

Enfin, si la situation impose d'agir dans l'urgence et si la saison estivale 2021 peut constituer un challenge opérationnel, une large concertation avec les citoyens, les associations et les entreprises, susceptibles d'en être partie prenante, reste dans tous les cas un impératif. Cet enjeu nous incite également à tirer les conclusions des transferts de compétences qu'il faudrait exiger dans le cadre actuel ou encore mieux,

de la création de l'Assemblée de Bretagne. Ainsi, cette nouvelle monnaie citoyenne bretonne serait un instrument démocratique et efficace, à la fois au service de la relance de notre économie, de sa résilience, mais aussi de notre engagement collectif sur la voie du développement durable en faisant du fonds de réserve constitué en garantie un fonds souverain dédié à la transformation écologique de la Bretagne. ■

¹ [Reciprocal Exchange and Macro-Economic Stability](#),

James Stodder, intervention devant l'International Electronic and Electrical Engineering (IEEE) et l'Engineering Management Society (EMS), Albuquerque, Nouveau-Mexique, août 2000

² [Banco Palmas ou les richesses d'une favela](#), Revue Projet, décembre 2011

³ [« SoNantes », une nouvelle monnaie complémentaire dans une longue tradition nantaise](#), CGB Numismatique, août 2015

⁴ [Manifeste pour les monnaies locales complémentaires citoyennes \(MLCC\) de Bretagne](#), mai 2018

⁵ [Sortie De Crise : Les Monnaies Locales Sont-Elles Une Solution ?](#), Forbes France, avril 2020

⁶ [Politiques territoriales de résilience et de transition écologique : la piste des monnaies locales](#), Terra Nova, juin 2020

⁷ [Les monnaies locales : un levier de relance de nos territoires](#), Osons le Progressisme, juin 2020

⁸ [Privée de subventions, la monnaie locale galléco se cherche un avenir](#), 20 minutes, novembre 2017

⁹ [Nantes, la monnaie locale sonantes maintenue coute que coute](#), Ouest France, décembre 2017

¹⁰ [Les monnaies locales peinent à séduire](#), Le Temps, avril 2019

¹¹ [Les monnaies locales, une idée positive mais pas un bouleversement](#), blog Le Temps, novembre 2016

¹² [Sondage Bretagne TMO Régions](#), Juillet 2019

¹³ [Monnaies locales : une proposition de loi pour accroître leur développement](#), Public Sénat, Juillet 2020